

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS28/4¹
IP/D/1/Add.1
5 février 1997
(97-0331)

Original: anglais

JAPON - MESURES CONCERNANT LES ENREGISTREMENTS SONORES

Notification de la solution convenue d'un commun accord

La communication ci-après, datée du 24 janvier 1997, adressée par les Missions permanentes des Etats-Unis et du Japon à l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande de ces délégations.

Les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Japon notifient à l'Organe de règlement des différends qu'ils ont élaboré une solution mutuellement satisfaisante pour régler la question soulevée par le gouvernement des Etats-Unis dans le document WT/DS28/1, daté du 14 février 1996, concernant la protection des exécutions antérieures et des enregistrements sonores existants conformément à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC).

Les Etats-Unis ont demandé l'ouverture de consultations en considérant que l'Accord sur les ADPIC fait obligation aux Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'accorder une protection pour les exécutions antérieures réalisées dans un Membre de l'OMC et les enregistrements sonores existants fixés pour la première fois dans un Membre de l'OMC ou fixés par un ressortissant d'un Membre de l'OMC pour une durée d'au moins 50 ans à compter de la fin de l'année civile d'exécution ou de fixation de l'enregistrement sonore, et que cette durée de protection devrait s'étendre aux enregistrements sonores existants qui n'ont pas déjà bénéficié d'une durée complète de protection dans le pays d'origine ou dans le pays où la protection est demandée.

Le 26 décembre 1996, le gouvernement japonais a promulgué des modifications apportées à la Loi japonaise sur le droit d'auteur, destinées à accorder la protection susmentionnée aux exécutions antérieures et aux enregistrements sonores existants. Ces modifications doivent prendre effet avant la fin de mars 1997.

Dans ces conditions, le Japon et les Etats-Unis sont convenus de mettre fin aux consultations sur la question et les Etats-Unis entendent formellement renoncer à poursuivre en l'espèce le processus prévu par les dispositions du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Cet accord est sans préjudice des droits ou obligations résultant pour l'un et l'autre Membre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.

¹Le présent document annule et remplace le document WT/DS28/4, distribué le 29 janvier 1997.